

16 avril 2025

(25-2697)

Page: 1/2

Original: anglais

**ÉTATS-UNIS – DROITS ADDITIONNELS UNIVERSEL ET PAR PAYS SUR
LES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CHINE**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

La communication ci-après, datée du 14 avril 2025, a été reçue de la délégation des États-Unis, qui a demandé qu'elle soit distribuée à l'Organe de règlement des différends (ORD).

Le 4 avril 2025, les États-Unis ont reçu de la Chine une lettre datée du même jour demandant l'ouverture de consultations conformément aux articles 1^{er} et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXIII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"), à l'article 19 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord sur l'évaluation en douane") et aux articles 4 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC").

La demande de la Chine porte sur certaines actions des États-Unis en rapport avec le Décret exécutif n° 14257 du Président du 2 avril 2025¹, la Loi sur les urgences nationales et la Loi sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale, concernant des questions de sécurité nationale. Le Président a déterminé que des droits additionnels étaient nécessaires pour faire face à la situation d'urgence nationale découlant de conditions qui entraînaient des déficits annuels importants et persistants du commerce des marchandises des États-Unis avec leurs partenaires commerciaux, menaçant la sécurité nationale et l'économie des États-Unis. Les questions de sécurité nationale sont des questions politiques qui ne sont pas susceptibles d'être examinées ni ne peuvent être réglées dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Chaque Membre de l'OMC conserve le pouvoir de déterminer lui-même les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, tel qu'il est indiqué dans le texte de l'article XXI du GATT de 1994.

La Chine a déjà décidé unilatéralement que les actions des États-Unis ne pouvaient pas être justifiées au regard des règles de l'OMC et, sur cette base, a imposé des mesures tarifaires sur les marchandises des États-Unis. Plus précisément, le 4 avril 2025, elle a affirmé que les actions des États-Unis enfreignaient les règles de l'OMC et a annoncé des droits additionnels de 34 pour cent sur certains produits originaires des États-Unis en réponse aux actions prises par ces derniers qui sont énumérées dans la demande de consultations du 4 avril 2025.² Il est spécieux de la part de la Chine d'avoir recours au règlement des différends pour une infraction alléguée aux règles de l'OMC

¹ Voir 90 Fed. Reg. 15041 (2 avril 2025), *disponible à l'adresse suivante*: <https://www.federalregister.gov/documents/2025/04/07/2025-06063/regulating-imports-with-a-reciprocal-tariff-to-rectify-trade-practices-that-contribute-to-large-and>.

² Annonce de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'imposition de droits additionnels sur les importations originaires des États-Unis, Annonce n° 4 de la Commission fiscale de 2025 (4 avril 2025), *disponible à l'adresse suivante*: https://gss.mof.gov.cn/gzdt/zhengcefabu/202504/t20250404_3961451.htm. La Chine a ultérieurement annoncé des droits additionnels de 125 pour cent sur certains produits originaires des États-Unis. Annonce de la Commission tarifaire du Conseil d'État concernant l'ajustement des mesures tarifaires additionnelles sur les importations originaires des États-Unis, Annonce n° 6 de la Commission fiscale de 2025 (11 avril 2025), *disponible à l'adresse suivante*: https://gss.mof.gov.cn/gzdt/zhengcefabu/202504/t20250411_3961823.htm.

alors que la Chine elle-même choisit apparemment d'enfreindre les règles de l'OMC en déterminant unilatéralement qu'il y a eu infraction.³

Sans préjudice de leur point de vue selon lequel les actions indiquées par la Chine relèvent de questions de sécurité nationale qui ne sont pas susceptibles d'être examinées ni ne peuvent être réglées dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, ou de la question de savoir si chacun des éléments figurant dans la lettre de la Chine constitue une "mesure" au sens de l'article 4 du Mémorandum d'accord, les États-Unis acceptent la demande d'ouverture de consultations présentée par la Chine. Nous demeurons à la disposition des fonctionnaires de votre mission afin de convenir d'une date mutuellement acceptable pour la tenue de consultations.

³ Voir Mémorandum d'accord, article 23:2 (dans les cas où un Membre cherchera à obtenir réparation en vertu du Mémorandum d'accord, ce Membre "ne déterminer[a] pas qu'il y a eu violation, que des avantages ont été annulés ou compromis ou que la réalisation d'un objectif des accords visés a été entravée si ce n'est en recourant au règlement des différends conformément aux règles et procédures du présent mémorandum d'accord").